



UNE EXPERIENCE DE FORMATION PRE-PROFESSIONNELLE EN DIRECTION DE JEUNES NON SCOLARISES

MICHEL. — *Alain, on te croyait presque médecin, on te retrouve en bleu, les mains pleines de cambouis. Tu fais un travail d'éducation, semble-t-il, proche du nôtre et tu ne parais pas comme nous soumis aux règles de l'enseignement public. Que fais-tu exactement avec les loulous de la Villeneuve et dans quel cadre ?*

ALAIN. — On a déjà beaucoup dit sur la Villeneuve. On en dira encore beaucoup. Un élément est manifeste, c'est le souci des promoteurs de cette Villeneuve de Grenoble de prévoir et d'intégrer un certain nombre d'équipements culturels et de loisir, ouverts à tous.

L'organisation et la coordination de cet ensemble socio-culturel est très compliquée ; je ne suis pas sûr d'avoir tout compris, mais en gros, ce qu'on peut retenir c'est qu'il existe différentes unités qui s'occupent de différents secteurs d'animation culturelle (unité sport, maison de l'enfance, vidéo, ateliers, etc.) regroupées au sein d'une grosse association chargée entre autre de coordonner ces activités avec l'Education Nationale (C.E.S., S.E.S., écoles primaires, maternelles).

Parmi ces unités, ce sont «les ateliers» et plus particulièrement l'atelier «fer» qui nous intéressent. A l'origine cet atelier avait été ouvert à la demande de quelques habitants qui voulaient réparer leurs motos. Un responsable animateur était sur place, il aidait les gamins à réparer leurs vélos, les habitants à réaliser de petits aménagements pour leur intérieur. L'existence d'un tel atelier est d'une réelle utilité économique pour les habitants du quartier.

L'autre unité, c'est «l'animation jeunes» dont la fonction est une espèce de prévention par les loisirs en direction des jeunes. Le personnel de cette unité, animateurs et éducateurs du C.O.D.A.S.E. (1) s'était rapidement senti limité par une pratique

uniquement centrée sur les loisirs et a cherché à avoir des activités plus larges. Enfin la troisième composante, c'est la formation continue. Sur la Villeneuve il y a une unité autonome de formation continue qui travaille en relation avec un G.R.E.T.A. (2).

Michel. — *Il faudrait que tu nous dises plus concrètement ce que tu fais ; ton travail, pour ce que j'en connais ne peut être assimilé ni à celui d'un atelier de loisirs éducatifs, ni à la formation continue telle qu'elle est organisée, disons classiquement, dans les Greta.*

Alain. — Bien. Notre atelier, tel qu'il fonctionne est le résultat de la rencontre des animateurs de cet atelier «fer» dont je te parlais et de ce service «animation jeunes». Pour être plus concret disons que nous avons vraiment commencé à exister avec notre premier chantier.

(1) C.O.D.A.S.E. : «Comité des œuvres dauphinoises d'action sociale et éducative». Association régie par la loi 1901 dont les fonds viennent de la D.D.A.S.S. (Direction départementale de l'action sanitaire et sociale) subventionnée par l'Etat (Ministère de la Santé) et par le Conseil Général. Cette association gère un certain nombre d'institutions (foyers, équipes de prévention de quartier) qui s'occupent de cas sociaux, d'enfants ayant des troubles du comportement et d'opérations de prévention de délinquance. Le C.O.D.A.S.E. groupe sur l'Isère 120 salariés dont 62 éducateurs spécialisés.

(2) G.R.E.T.A. : Organisme du Ministère de l'Education, regroupant un ensemble d'établissements de l'enseignement public qui mettent en commun leurs moyens pour répondre aux besoins de formation des publics salariés ou non. Ses ressources proviennent soit de contrats passés avec les entreprises pour la formation de leurs salariés, soit de l'Etat lorsqu'il s'agit d'une formation à destination de publics non salariés (femmes, immigrés, jeunes sans emploi).

Michel. — «*Chantier*» c'est un mot qui nous plaît à l'école moderne, qu'est-ce que tu veux dire par là ?

ALAIN. — C'était assez simple au départ, «l'animation jeunes» organisait un voyage en Angleterre pour une quinzaine de loulous. Il fallait aménager un J7 Peugeot. Il fallait ensuite que l'aménagement soit agréé par le Service des Mines. Il avait des normes à respecter. Si nous avions fait faire le travail par un concessionnaire Peugeot, cela aurait coûté 1,5 million d'A.F. On a préféré une autre solution qui était moins onéreuse et nous est apparue bien plus éducative : faire aménager le J7 par les gars. Il y a d'abord eu toute une phase de conception, de documentation, de recherche de financement que les gars n'ont pas pu prendre en charge. Nous l'avons fait pour eux. Nous avons alors fait une proposition claire et chiffrée aux gars. Ils l'ont acceptée. C'était notre premier chantier. Nous avions une organisation coopérative. Les tâches étaient fixées collectivement. Chacun notait ses heures et choisissait ses horaires.

MICHEL. — *Ce que dans nos classes on appelle un plan de travail en somme ?*

ALAIN. — Je crois. Nous avons grossièrement calculé que le coût des salaires pourrait être égal à celui de la matière d'œuvre. C'est ce que nous avons appliqué et les gars ont eu à peu près le S.M.I.C. C'est après cette première expérience que nous avons commencé à travailler avec la formation continue. Mais nous avons toujours gardé cette méthode de travail par chantier où les gars étaient payés sur une base égale au coût de la matière première.

MICHEL. — *Je pensais que ces jeunes en formation préprofessionnelle percevaient une bourse du Ministère du Travail qui leur interdisait de percevoir un salaire.*

ALAIN. — C'est exact, mais nous n'avons pu nous résoudre à faire faire des travaux-poubelle aussi bien pour des raisons pratiques et financières (le recours aux chantiers nous a permis de nous enrichir en matériel et en travaux réels) que pour des raisons éducatives. Comment s'intéresser à un travail qui ne serait qu'un exercice ?

Il faut dire aussi que pendant le cycle de formation continue, les chantiers sont beaucoup plus petits, que beaucoup sont des aménagements de l'atelier (fabrication d'établis, de chariots...), que d'autres chantiers permettaient de se payer des activités de loisir. Par exemple, nous sommes allés aménager une base des Glénans ; en échange nous avons fait de la voile pendant une semaine. Tout ceci fait que ce ne sont pas de grosses sommes qui sont en jeu.

MICHEL. — *Et ce chantier du J7, tout de même important, a pu être mené à bien ?*

ALAIN. — Mieux que cela, il a pu être terminé dans les temps et ce n'est pas la moindre performance. Le J7 a satisfait à l'examen des Mines. Le voyage a eu lieu... et les sièges n'ont pas été cassés... ni même grafitiés.

MICHEL. — *Il y a eu d'autres gros chantiers ?*

ALAIN. — Oui, en particulier nous avons construit trente bancs publics à la demande d'une société d'aménagement du quartier. Cela a été très intéressant : nous étions en concurrence avec des entreprises classiques, nous avions un cahier des charges à respecter... le travail n'était pas en rapport direct avec la vie des jeunes, comme dans le cas du J7 qui, lui, était indispensable au voyage des jeunes. Par contre les gars donnaient d'eux une nouvelle image dans le quartier : on les voyait travailler.

MICHEL. — *C'est après le premier chantier que vous avez travaillé avec la formation continue ?*

ALAIN. — C'est cela. Forts de cette expérience des chantiers, nous avons rencontré l'équipe de formation continue qui avait également un projet de formation. Nous avons eu le désir d'intégrer notre pratique dans un discours formatif plus cohérent. Ainsi est né «un cycle Jeune de la formation continue — option serrurerie, ferronnerie, soudure». Nous avons été dotés d'un espèce de statut expérimental qui nous a permis de faibles effectifs. Le centre géographique de toute cette activité de formation même théorique demeure l'atelier. Il n'y a pas eu non plus de coupure entre la formation et la prévention. Il n'y a pas eu d'un côté le gentil animateur qui fait de la prévention et de l'autre l'emmerdeur qui fait de la formation. Nous avons à tout moment, la possibilité, lorsque le travail ou le climat de l'atelier devenait trop pesant d'organiser une sortie au ski, une ballade en vélo. Nous avons des problèmes de ces jeunes une vision globale, nous avons eu le souci de leur proposer une pratique unifiante.





MICHEL. — *Vous avez fonctionné sur cette base durant une année, quels changements de comportements avez-vous observé ?*

ALAIN. — En un premier temps nous avons essayé de permettre à ces jeunes de se familiariser avec l'outil, avec le matériau, de faire un certain nombre d'expériences sans doute fondamentales. C'était l'époque des tout petits chantiers, de l'aménagement de l'atelier par exemple. Et ils étaient totalement absorbés par le contact avec ce matériau nouveau pour eux. Il faut dire que le fer est un matériau exigeant ; ingrat. Ce n'est pas naturel le fer, ce n'est pas comme le bois, ça ne permet pas l'hésitation ou la correction de l'erreur. Dès le toucher c'est ingrat. Nous n'avions alors aucune prétention technique. On peut dire que cette phase très importante n'a pas été ratée. C'est déjà ça.

MICHEL. — *Et ensuite ?*

ALAIN. — Ensuite, on les a vus peu à peu émerger et faire preuve d'autonomie. Il s'est d'abord agi de tracer, de lire un plan. Et c'était difficile. Ils avaient de grosses difficultés à voir où était 1,10 m sur un double mètre et un jour, ils nous ont dit, à peu près : «*Vous êtes bien gentils, on vient à l'atelier, on apprend quelques trucs, mais ça ne nous sert toujours à rien parce qu'on ne sait toujours pas lire.*»

Parallèlement les arrêts sont devenus plus fréquents durant les périodes de travail. Et ils parlaient. D'abord de l'O.L. contre Saint-Etienne, puis des filles, puis des conneries qu'ils faisaient

car ils en faisaient encore pas mal, puis de la Palestine, des régimes politiques comparés du Maghreb... C'est alors que nous, les animateurs, si nous étions capables d'assumer une partie de la formation générale quand il s'agissait de discuter de géographie, de syndicalisme, d'hygiène ou de code de la route nous nous sommes sentis limités pour l'apprentissage de la lecture par exemple. C'est alors que nous avons fait appel à d'autres intervenants pour tel ou tel aspect spécialisé de cet enseignement général. De même nous avons fait appel à l'équipe de «**Théâtre Action**» pour développer à travers des séances de jeux dramatiques leurs possibilités d'expression. Nous avons toujours participé à ces séances de travail hors atelier mais qui restaient en prise directe sur ce qu'on vivait ensemble. Concrètement avec un petit groupe on a fait de l'alphabétisation. Aux autres il fallait apprendre à manier un peu mieux cette langue étrangère qu'est pour eux le français, soit à travers des exercices présentant un caractère directement utilitaire (le chèque, l'état civil...) soit à travers des activités mettant en jeu la création. Toujours il était fait appel à ce que nous avons fait à l'atelier, à ce que nous avons vécu ensemble. Il y a eu aussi des séances de calcul qui leur ont permis d'acquérir les mécanismes des opérations, mais aussi de résoudre les problèmes posés par leur travail (circonférence, surfaces, densités, fractions, plans, correspondance des unités de mesure, etc.).

MICHEL. — *Quel est le bilan, les limites de ces interventions ?*

ALAIN. — Le premier bilan c'est qu'ils ont acquis quelques notions fondamentales. Il y en avait parmi eux qui étaient allés à l'école en France pendant dix ans. C'était la première fois qu'ils arrivaient à ce niveau et comprenaient. Même ceux qui ne savaient pas lire savent au moins déchiffrer maintenant. Mais le fait le plus important pour moi est que cette revendication d'enseignement général, de culture en somme ait été vraiment, authentiquement leur fait. C'était un besoin. C'est de leurs difficultés réelles en traçage ou pour lire un plan qu'est venu leur désir de faire un calcul, par exemple. Ils en avaient vraiment envie car ils avaient vraiment conscience d'en avoir besoin.

Et cette activité théorique, bien que difficile, peu gratifiante, pour eux a pu conserver l'importance des premiers jours car elle n'a jamais été isolée. L'atelier demeurait le lien, le centre, le lieu privilégié de rencontre pour quelques jeunes et quelques adultes. Le prof n'était pas perçu comme la quasi totalité des profs qu'ils avaient connu durant leur lourd passé d'échec scolaire. Les limites ? Essentiellement en liaison avec le fait que nous n'avons pu que tardivement mettre en place cette formation théorique, longtemps après que le besoin ait été exprimé. Le poids de l'institution !

MICHEL. — *D'une manière générale, à quoi a servi votre travail ?*

ALAIN. — Il faut savoir dans quel état ces jeunes nous sont arrivés. Ils étaient tous maghrébins, depuis plus ou moins de temps en France. Ils habitaient le quartier où ils étaient connus comme prédélinquants ou délinquants. Ils étaient en rupture scolaire et n'avaient été à l'école l'an dernier, qu'entre deux menaces de suspension des allocations familiales. Ils étaient coupés de tout milieu éducatif et mis à part les copains de l'Animation-Jeunes ils ne voyaient que peu d'adultes.

Nous leur avons permis, pendant une année, de souffler un peu, de faire le point, de mesurer plus exactement ce qu'ils étaient véritablement, ce qu'était véritablement leur entourage, ce qu'était le rôle qui leur était imposé et qu'ils avaient accepté car ils n'avaient pas eu le temps de s'interroger pour savoir si un autre rôle était possible. Ils ont passé avec nous une année tranquille, sans trop d'ennuis avec les flics.

MICHEL. — *N'ont-ils pas été surprotégés, assistés ? Cela ne nuit-il pas à leur autonomie aujourd'hui ?*

ALAIN. — Au début, bien sûr ils ont été protégés. Ils en avaient peut-être besoin. Mais maintenant la deuxième partie de leur formation va se faire dans des entreprises. Ils admettent finalement très bien qu'il leur faut sauter le pas, qu'il faut qu'ils aillent voir ailleurs comment ça se passe. Je pense qu'ils sont un peu mieux armés pour cela. Ils continueront un certain temps à être suivis au niveau des loisirs comme à celui de l'enseignement général.

Tous les problèmes sont loins d'être résolus. Je ne sais pas si on peut aller beaucoup plus loin dans le cadre de la formation, dans le cadre de l'école en général.